Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'une fois que les États-Unis auront fixé les niveaux de consommation, nous serons tenus de les maintenir ou de réduire nos propres approvisionnements. Cette disposition, qui est prévue dans l'Accord, nous empêchera, dans l'avenir, de combler d'abord nos besoins énergétiques.

L'article 409, intitulé «Autres mesures à l'exportation», qui assimile précisément les produits énergétiques à des ressources, réaffirme notre obligation d'approvisionner les États-Unis, avant même de pas combler nos propres besoins.

L'article 906, intitulé «Stimulants gouvernementaux pour le développement des ressources énergétiques», déclare que:

Les deux Parties sont convenues d'autoriser les stimulants actuels ou de futurs stimulants pour les activités de prospection et d'exploitation des hydrocarbures et les activités connexes afin de maintenir la base de réserve de ces ressources énergétiques.

Je demande au gouvernement: Pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour les autres programmes, pour les soins de santé et pour les programmes sociaux, qui pourraient être expressément mentionnés dans l'Accord pour dissiper toute incertitude dans l'avenir?

La dernière fois que je suis intervenu, j'ai parlé de la faiblesse du mécanisme de règlement des différends. Je ne poursuivrai pas cette discussion, mais je suis convaincu que nous devrions adopter des amendements pour limiter certaines restrictions contenues dans l'Accord.

Bruce H. Fisher, du ministère de l'Expansion économique régionale à Halifax, a signalé:

Les États-Unis ont probablement accepté d'inclure ce piètre mécanisme de règlement des différends précisément parce qu'il sera impuissant à les obliger à se plier à des jugements impopulaires. Par contre, comme les exportations canadiennes dépendent largement du marché américain, les États-Unis pourront se servir de ce mécanisme pour obliger le Canada à faire des concessions sur des questions bilatérales délicates.

En fait, ce ne sont pas là les seules conséquences possibles de cet accord. Nous avons déjà fait état de ses lacunes en ce qui concerne l'expansion régionale. Il est intéressant de constater que l'expansion régionale ne sera pas assujettie à l'Accord, si les industries concernées fabriquent du matériel militaire.

Dans les documents du mouvement *Canadian Peace Pledge Campaign*, on peut lire ceci:

Un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis pourrait également augmenter l'importance de la production militaire dans la stratégie industrielle du Canada. Si l'entente condamne, de façon générale, les subventions gouvernementales à l'industrie... parce qu'elles créent une concurrence injuste, l'aide à l'industrie militaire n'est cependant pas visée. Ainsi, seule l'industrie militaire pourra profiter de mesures incitatives visant à favoriser l'expansion régionale.

Je dis au gouvernement que, pour des raisons de paix uniquement, les Canadiens ont grand intérêt à rejeter l'entente Mulroney—Reagan.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

J'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur l'article 1801. Cet article interdit en effet, au Canada de recourir au GATT pour examiner les plaintes relatives à l'imposition de droits compensateurs ou antidumping par les États-Unis.

M. Mel Clark, chef adjoint de la délégation canadienne à la ronde de Tokyo du GATT, a déclaré:

En 1949... les parties contractantes n'ont pas la compétence voulue pour déterminer les droits et les obligations que doivent respecter les gouvernements aux termes d'un accord bilatéral...

Donc, aux termes du présent accord, cela veut dire que le paragraphe 2 de l'article suivant, le 1801, le dénué de tout sens.

Maintenant, permettez-moi de traiter des programmes qui pourraient, j'en suis convaincu, être menacés, soit nos programmes sociaux et de soins de santé. L'article 1401 énumère les services visés par l'Accord. Ces services incluent notamment la gestion des services de soins de santé. Pour le compte rendu, je voudrais signaler que, à mon avis, l'administration publique sans but lucratif de notre régime de soins de santé sera réellement menacée, tout comme notre système médical, qui est le meilleur au monde.

En médecine, nous faisons d'abord un diagnostic puis nous soignons le patient. Avant d'émettre le diagnostic, nous cherchons à obtenir tous les renseignements pertinents et nous examinons le patient. Monsieur le président, vous avez entendu tous nos exposés, autant ceux du parti ministériel que de l'opposition. De toute évidence, on ne peut en venir qu'à une seule conclusion: dans sa forme actuelle, l'accord Mulroney—Reagan comporte des erreurs. En fait, c'est la moitié seulement d'un accord de libre-échange.

• (2130)

Permettez-moi de citer les propos de M. Godsoe, ancien directeur administratif de la Commission Macdonald sur l'économie:

Mettre l'Accord en oeuvre serait non seulement contraire aux recommandations de la Commission Macdonald, mais cela serait donner le coup d'envoi à des négociations intensives au sujet du contenu véritable de l'Accord. Les négociateurs canadiens ont déclaré qu'ils avaient manqué de temps pour s'entendre avec leurs homologues sur la définition de ce qui constitue des «pratiques déloyales» et pour déterminer quels programmes de développement régional, ou encore d'aide économique ou sociale, seraient menacés.

M. Godsoe a poursuivi en ces termes:

En somme, que pouvons-nous offrir d'autre aux Américains si ce n'est la concession qu'à tout le moins, certains de nos programmes d'aide gouvernementale seront considérés comme des subventions déloyales? Même les plus fervents défenseurs de l'Accord actuel se doivent de le reconnaître. A ce moment-là, on s'attachera à déterminer quels programmes de développement régional ou autres devront être supprimés, du moins en ce qui concerne les industries d'exportation. Voilà toute la mesure de l'échec de l'Accord de libre-échange.